

Lyon, le 21 septembre 2017



SOMMET FRANCO-ITALIEN DU 27 SEPTEMBRE A LYON

Lyon-Turin : ne pas rater le train de l'avenir

Mercredi 27 septembre se tiendra à Lyon un Sommet franco-italien co-présidé par le Chef de l'Etat M. Emmanuel Macron et M. Paolo Gentiloni, Président du Conseil italien. L'avenir de la liaison ferroviaire Lyon-Turin figurera parmi les grands dossiers abordés lors des discussions bilatérales.

Dans cette perspective, le Comité pour la Transalpine appelle solennellement les plus hautes autorités françaises à acter, avec nos voisins italiens, les décisions permettant de conforter la dynamique du chantier du Lyon-Turin enclenchée en début d'année par la ratification parlementaire du traité binational de 2015, et d'en faire le symbole d'une Europe qui réussit et se projette dans l'avenir.

Pierre angulaire de la nouvelle liaison Lyon-Turin, le tunnel international sous les Alpes de 57,5 km sera le plus long tunnel ferroviaire au monde. Outre des gains de temps significatifs pour les voyageurs, cet ouvrage essentiellement dédié à la mobilité du fret offrira aux entreprises des conditions de compétitivité, de performance, de rapidité et de sécurité sans commune mesure avec les infrastructures actuelles, aujourd'hui obsolètes au regard des standards internationaux en matière de transport international de marchandises (le tunnel du Mont-Cenis a été inauguré en 1870).

« Le Lyon-Turin est la seule solution moderne et crédible pour opérer un véritable report modal »

Pour Jacques Gounon, Président du Comité pour la Transalpine, « *le Lyon-Turin est la seule solution moderne et crédible pour opérer un véritable report modal du transport de marchandises entre la France et l'Italie. Près de 2,8 millions de poids lourds franchissent chaque année la frontière franco-italienne. Maillon manquant du corridor ferroviaire méditerranéen, le Lyon-Turin permettra de faire basculer jusqu'à 1 million de camions de la route vers le fer.*

Avec cette infrastructure d'avenir, qui est une priorité stratégique pour l'Europe, l'objectif est non seulement de lutter efficacement contre la pollution, en particulier dans les vallées alpines, mais aussi de repositionner nos territoires au cœur d'un réseau européen de flux de marchandises créateurs d'activités et d'emplois. La France ne peut se permettre de rester plus longtemps à l'écart de ces flux ».

Plaidoyer pour trois orientations cruciales

Plus que jamais convaincu des formidables perspectives ouvertes par cette infrastructure d'avenir, le Comité pour la Transalpine souhaite vivement que le Sommet franco-italien du 27 septembre débouche sur des décisions et annonces permettant de :

- ✓ **éviter tout arrêt du chantier du tunnel** transfrontalier afin de respecter le calendrier de livraison de l'ouvrage. Eu égard aux financements européen et italien prévus, l'engagement français est tout à fait supportable,
- ✓ **préciser les modalités de la contribution française au financement du tunnel.** A cet égard, le Comité pour la Transalpine espère que l'Etat entreprendra rapidement les démarches nécessaires auprès de l'UE pour une application de la Directive Eurovignette ou d'un mécanisme équivalent,
- ✓ **ne pas prendre de retard dans la réalisation des voies d'accès au tunnel**, tant du côté français qu'italien, en vue de préparer la sollicitation de financements de l'UE pour la prochaine programmation budgétaire (après 2020), au titre de la structuration du Corridor ferroviaire méditerranéen.